

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Collectivités Locales
et de l'Environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
 - VU le récépissé, en date du 23 octobre 1973, l'arrêté en date du 27 octobre 1976, autorisant M. Eugène LE BARS, demeurant à PLEGUIEN, au lieu-dit « Le Roha » à installer et exploiter à cette adresse, un élevage de 24 000 animaux-équivalents (8 000 dindes) d'une part, un élevage de 10 000 animaux-équivalents (10 000 poulettes) d'autre part ;
 - VU la demande présentée par M. Thierry LE BARS, demeurant à PLEGUIEN, au lieu-dit « Kergalet », en vue de la régularisation de la situation administrative, au lieu-dit « Le Roha » d'un élevage avicole de 53 664 animaux-équivalents (Poulets de chair) partiellement déclaré le 23 octobre 1973 pour 24 000 animaux-équivalents (8 000 dindes) et partiellement autorisé le 27 octobre 1976, pour 10 000 animaux-équivalents (10 000 poulettes) ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de PLEGUIEN (30 octobre 1996), LANTIC (29 novembre 1996), PLOUEZEC (8 novembre 1996)
 - VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 13 décembre 1996, 27 septembre 1996, 20 septembre 1996 ;
 - VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 janvier 1997 ;
 - VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 28 février 1997 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberte Egalite Fraternite

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

M. Thierry LE BARS demeurant à PLEGUIEN au lieu-dit « Kergalet » est autorisé à installer et exploiter au lieu-dit « Le Roha » (section C2, parcelles N°s 350 et 351), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 53 664 animaux-équivalents (53 664 poulets de chair) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- | | | |
|-------------------------|--------|---|
| - élevage autorisé | 34 000 | animaux-équivalents (poulets de chair), |
| - élevage à régulariser | 19 664 | animaux-équivalents (poulets de chair), |

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après :

ARTICLE 2 -

Prescriptions spéciales :

a) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

b) Il serait souhaitable, si ce n'est déjà fait, d'installer à moins de 300 m de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle N° 465 du 10 décembre 1951 ;

c) En ce qui concerne l'épandage, l'éleveur devra utiliser un épandeur équipé d'une table d'épandage grande largeur ;

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEGUIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. Thierry LE BARS.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Thierry LE BARS dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace les récépissé et arrêté susvisés.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLEGUIEN,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Thierry LE BARS pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANTIC, PLOURHAN, PLOUHA, PLOUEZEC pour information.

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,

Christian RAYMOND



SAINT-BRIEUC, le - 5 JUIN 1997

Le PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

